

# VOIX des MÉTAUX

ORGANE DE LIAISON DES ORGANISATIONS SYNDICALES D'OUVRIERS, EMPLOYES, TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE DE LA METALLURGIE DE LA RÉGION PARISIENNE

REDACTION ET ADMINISTRATION  
11 bis, Rue Roquepine - PARIS  
C.C.P. Paris 1258-03 Le Directeur : Ch. SAVOUILLAN Anj. 06-28

## Organisons la baisse

LORSQUE la commission exécutive de la C.F.T.C. réunie le 3 janvier reconnaissait en l'expérience Blum « le seul effort sérieux entreprise dans ce sens (baisse des prix) depuis la Libération », elle déclarait également : « La C.F.T.C. est décidée à favoriser la réussite de ces mesures qu'elle réclame depuis un an ». Ce qui reviendrait à dire qu'elle soutiendrait cette action gouvernementale.

L'action syndicale doit être menée afin d'assurer aux travailleurs un pouvoir d'achat convenable. Ce pouvoir d'achat ne se concrétisant pas obligatoirement par un salaire nominal élevé, mais par « la possibilité d'acheter », possibilité qui dépend du nombre et du prix des produits qui sont à la disposition du consommateur.

EN décembre 1946 la C.F.T.C. a fixé, étant donné ce qui est nécessaire à la vie, le ravitaillement accordé et le prix des produits, un véritable minimum vital (1). C'est le rôle de l'organisation de dire : voilà ce qu'il faut pour vivre normalement.

Le rôle du gouvernement, « qui gouverne », qui fait les décrets, les arrêtés, qui a le pouvoir de contrôle, de police, est d'assurer la subsistance à la nation, pour cela il doit assurer un ravitaillement des marchés et des prix normaux.

Les travailleurs savent qu'à un salaire nominal élevé ne correspond pas un pouvoir d'achat élevé, aussi, dans la mesure où il y aura davantage, à des justes prix les prétentions ouvrières s'abaisseront.

Le gouvernement Blum a voulu rompre la course à la hausse. La baisse autoritaire qu'il a imposée a fait naître chez de nombreux Français un peu d'espoir... Le choc psychologique a été fort.

Que reste-t-il de ce choc ? Constatons tout d'abord que si la mesure faisait au début du mois le sujet approuvé des conversations, un mois après, plus rien ! Pourquoi ?

SI la baisse a été sensible sur les produits manufacturés ou les produits rationnés, elle a été à peu près nulle chez l'épicier, le primeur, le charcutier, le boucher, sur ce qui, à l'heure actuelle, forme la base des dépenses ouvrières.

On paie choux, salades, pommes de terre, fruits, charcuterie, etc., à des prix d'ailleurs fort élevés et sensiblement les mêmes qu'il y a un mois.

Quant à la viande... Il y aurait trop à dire.

Le nouveau gouvernement veut continuer l'œuvre de Léon Blum, fort bien, mais nous lui disons : attention, il faut que rapidement la baisse soit sensible sur les produits de première nécessité, il faut qu'au prix normal les travailleurs puissent s'approvisionner.

Il doit pour cela agir sur le producteur, cultivateur ou industriel, afin que ce qu'il produit aille normalement et en grande partie au consommateur normal, au prix normal et non au marché noir.

Il doit agir sur cet énorme appareil de la distribution pour qu'il répartisse aux divers coins de France les différentes denrées avec le minimum de coût et pour que grossiste, demi-détaillant, etc., nouveaux riches de notre époque, cessent de diriger sur le marché parallèle les produits nécessaires.

LA C.F.T.C. a soutenu l'action du gouvernement Blum, sans tenir compte des fluctuations politiques, elle est prête à soutenir le gouvernement quel qu'il soit qui prendra les mesures nécessaires pour alimenter le marché et faire la baisse des prix.

Ch. SAVOUILLAN.

## ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Voilà un sujet à faire couler bien de la salive. Pour nous, nous nous bornons à constater d'abord une chose : il en est de l'orientation comme du médecin, que nul ne tient pour infailible, dont tout le monde sait qu'il se trompe parfois, gravement même, mais dont chacun sait aussi qu'il rend dans l'ensemble de signaux services.

Bien que ces deux mots : orientation professionnelle, soient de moins en moins inconnus, rappelons-nous qu'il s'agit de déterminer les aptitudes et les aspirations de celui qui doit être orienté afin de lui indiquer qu'il peut ou ne peut pas réussir dans tels ou tels métiers ou carrières.

On poursuit de cette façon deux buts :

1° Engager le travailleur, l'homme dans des professions où il gagne au mieux sa vie, où il trouve du plaisir à travailler, où le travail soit pour lui une occasion de développer ses aptitudes, de s'épanouir ;  
2° Fournir à la société, pour ses diverses branches d'activité, le personnel le plus apte, la main-d'œuvre la plus et la mieux productive possible.

BOUTONNET.

— LIRE LA SUITE EN 2<sup>e</sup> PAGE —

## Nous les discuterons...

Naïfs sont les travailleurs qui croient aux bienfaits de la démocratie et de la liberté syndicale, garanties par la Constitution de la IV<sup>e</sup> République.

La C.G.T. a, en effet, une interprétation toute particulière de cette démocratie et de cette liberté. N'est-elle pas l'organisation majoritaire, donc, la seule qui doit défendre les intérêts de tous les travailleurs ?

Sachez que la C.F.T.C. est une organisation créée pour les besoins de la cause et dont la collusion avec le patronat n'est plus à faire.

L'action et le courage de nos militants sous l'occupation, le sacrifice de ceux qui ont souffert et donné leur vie pour la libération, l'effort incessant de nos militants pour l'amélioration des conditions de vie de toute la classe ouvrière, la compétence et la clairvoyance de nos dirigeants sur les problèmes sociaux et économiques, tout cela ne compte pas et ne saurait conférer à notre organisation le droit de participer à l'élaboration des conventions collectives. Seule

la « Grande » C.G.T. a le droit de parler, au nom peut-être, de la démocratie.

En effet, dès l'ouverture des discussions préliminaires visant à l'établissement de la convention collective nationale de la Métallurgie, la C.G.T. lors de la réunion du samedi 25 janvier, s'est refusée à discuter en notre présence, sous prétexte que la C.F.T.C. n'est pas représentative.

Ne voulant pas entamer de polémiques stériles, nous ne répondons pas aux insinuations aussi mensongères que malveillantes formulées par les responsables de la C.G.T., mais nous élevons une énergique protestation quant à la méthode d'éviction employée et à son prétexte.

LA C.F.T.C. PAS REPRESENTATIVE ?

Il n'y a pourtant que deux organisations syndicales ouvrières reconnues par les Pouvoirs Publics, c'est-à-dire la C.G.T. et la C.F.T.C. Et nous croyons que cette reconnaissance n'est pas essentiellement due à la sympathie (plutôt tiède) manifestée par eux à notre égard, mais uniquement à notre valeur représentative prouvée par les faits.

En effet, si on examine en toute objectivité les résultats des diverses élections faites à l'occasion des Prud'hommes, des délégués du Personnel et des Comités d'Entreprise, on se rend compte facilement du pourcentage important recueilli par les listes C.F.T.C.

Nous ne contestons pas que no-

### DE LA PAROLE AUX ACTES

Dans « Le Métallo », organe des syndicats métallurgie C.G.T. de la Région Parisienne, numéro spécial 27 de janvier 1947, nous pouvions lire :

#### DROIT SYNDICAL

« Nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions, ou de ses croyances. Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix », proclamait la loi du 24 mars 1884 « et la Constitution du 13 octobre 1946. »

Et « Le Métallo » conclut : « Nous demandons la stricte application de ces principes pour le respect de la liberté des travailleurs. »

#### ALORS ?...

tre organisation soit minoritaire, mais depuis quand les minorités n'ont-elles plus le droit de faire entendre leur voix ?

Soutenir ce principe, équivaut, en langage clair, à favoriser le monopole si cher aux dictatures.

Nous avons trop combattu sous l'occupation le caractère odieux du syndicat unique et obligatoire pour retomber sous une forme plus ou moins déguisée, dans la même situation.

Les Fédérations intéressées de la C.F.T.C. ont préparé un projet de convention collective nationale pour la métallurgie, répondant aux désirs et aux aspirations des travailleurs qui leur ont fait confiance. Ce projet a été déposé le 8 novembre aux ministères et à la Chambre patronale. Il doit donc être discuté conjointement avec celui élaboré par la Fédération des Métaux C.G.T. Malgré l'ostentation manifestée par cette organisation à notre égard.

En attendant la décision qui s'impose, il est vraisemblable que la rupture des pourparlers va être exploitée à nos dépens et à des fins partisans.

Attendons-nous bientôt à ce que nos Fédérations soient tenues pour responsables des lenteurs apportées dans la mise au point de notre convention collective.

Nous sommes habitués à ces savantes manœuvres, mais les travailleurs seront juges et sauront où sont les vrais responsables.

Au nom des travailleurs que nous représentons, au nom de la Démocratie et de la Liberté syndicale pour laquelle nous avons combattu, nous voulons dans les commissions paritaires défendre les droits de la classe ouvrière.

A. LE DENTU

## Nous ne changeons pas d'avis!

Dans le dernier numéro de *Voix des Métaux*, j'ai exposé la position de la C.F.T.C. concernant le salaire minimum vital, salaire que nous avons fixé et que nous maintenons quant à nous à 9.000 francs par mois, en précisant d'ailleurs que nous sommes plutôt au-dessous de la réalité.

Cette position a été discutée et confirmée au dernier Comité National de la C.F.T.C. (réunissant les délégués des Unions Départementales et Fédérations), qui s'est tenu les 18 et 19 janvier.

Nous n'avons cessé d'affirmer que tous les chiffres inférieurs étaient faux. Ils le demeurent. Même si un Comité Confédéral National de la C.G.T. adopte le chiffre minimum « minimorum »

(comme dit un dirigeant Cégétiste) de 7.000 francs pour 200 heures de travail, soit 48 heures par semaine. Nous voudrions bien savoir entre nous, si les secrétaires qui président aux destinées des organisations de la grande centrale se contenteraient d'un tel salaire « vital ».

La raison de ce chiffre insuffisant s'explique peut-être que l'on regrette, rue Lafayette, les conséquences de l'aboutissement des 25 pour cent de juillet dernier ? Et que l'on n'ose pas aller trop loin cette fois-ci, d'autant plus qu'on réclame que :

Ces chiffres (84.000 francs par an ou 7.000 francs par mois) doivent servir à déterminer le salaire le plus bas dans la région parisienne, les autres salaires devant être fixés en partant de cette base, suivant les échelles hiérarchiques en vigueur.

Autrement dit, la C.G.T. renouvelle, en l'aggravant, son erreur de juillet puisqu'elle réclame, en fait, une augmentation générale de 35 pour cent. Une paille ! Voici ce que cela donnerait :

Pour le manoeuvre payé au minimum : augmentation de 2.660 francs par mois.

Pour le travailleur qui gagne 10.000 francs : augmentation de 3.500 francs par mois.

Pour celui qui gagne 20.000 fr. : augmentation de 7.000 francs par mois.

Après cela, on vient nous raconter que l'on défend les prolétaires, la monnaie, la baisse des 5-9-0.

La C.G.T. donnerait encore tout simplement l'occasion aux industriels, paysans et commerçants de revaloriser — comme ils disent — leurs produits et par là, leurs bénéfices.

Ce que nous demandons, le Comité National de la C.F.T.C. précité l'a clairement formulé à nouveau :

Que soit créé, pour les salaires anormalement bas, une indemnité provisoire de la vie chère, variant avec le coût de la vie.

Autrement dit, nous maintenons notre position de juillet 1946. Nous avons de la suite dans les idées, surtout quand elles sont de « bon sens » et qu'elles sont exprimées par nos camarades de la base.

Mais alors, objecteront certains, et la hiérarchie ?

Nous répondrons en faisant nôtre, cette mise au point d'un métallo du Nord :

« La hiérarchie est nécessaire, mais le minimum vital est indispensable. »

La hiérarchie à laquelle nous ne voulons pas toucher sinon, peut-être pour l'améliorer, est maintenue puisque cette indemnité de vie chère s'ajoute au salaire réel, sans s'incorporer dedans.

Roger GILLOT.

— LIRE LA SUITE EN 2<sup>e</sup> PAGE —

## JUSTICE DEVANT L'IMPOT

Il est de notoriété publique et de la plus élémentaire compréhension que l'Etat, qui n'est ni producteur, ni fabricant, ne peut tirer les ressources énormes qui lui sont nécessaires pour le fonctionnement de l'énorme machine qu'il conduit, que d'une seule façon : l'impôt.

Donc, en toute équité, tout justiciable, en vertu de la déclaration des droits de l'homme et de la constitution qui déclare tous les hommes « égaux devant la loi » est astreint à verser sa cote-part dans les caisses de l'Etat, au prorata de ses moyens financiers.

Malheureusement, les gros intérêts se défendent et c'est toujours celui qui est le plus loin de la table qui est le plus mal servi.

D'ailleurs, voici la réalité : L'impôt direct ne rapporte que 8 p. 100 du revenu national.

Les salariés, parce que tous leurs revenus sont déclarés, paient à eux seuls 70 p. 100 des impôts personnels.

Une exploitation agricole acquitte en moyenne 400 fr. par an.

Aux yeux du fisco, un avocat qui réussit gagne moins que le double du traitement d'une dactylo (1).

On a chargé les salariés, on diminue donc leur pouvoir d'achat en laissant à une minorité riche tous les pouvoirs de pression sur le marché.

On a, par cette méthode, renoncé aux impôts de réabsorption des profits et revenus élevés et gravé considérablement les Français à revenus contrôlables.

En l'occurrence, celui dont le salaire (qui se double d'un revenu, pour le commun des mortels) est contrôlable d'une façon efficace, se voit gratifié de la meilleure part dans la répartition des impositions obligatoires.

Nous assistons donc à cet état de

fait paradoxal que celui qui produit et gagne le moins participe pour la plus grosse partie à la vie de l'énorme machine étatique.

Le travailleur, qui subvient, à grand-peine, à ses propres besoins et à ceux de sa famille, laisse la plus grosse partie de son salaire en impôts directs, récupérés directement à la source, et en impôts indirects, dont lui seul, en fin de compte supporte la plus grosse partie puisqu'ils frappent, en majeure partie les produits ou denrées dont il a un besoin vital.

En fin de compte, c'est lui qui fait les frais de l'histoire, puisque les statistiques établissent qu'il apporte à lui seul 35 milliards à l'Etat sur son salaire (qui comporte sa nourriture) sur 50 milliards d'impôts personnels perçus par l'Etat, soit 15 milliards à répartir entre les professions agricoles, libérales et les sociétés industrielles et commerciales.

Que dire des professions agricoles dont l'imposition, basée sur les bénéfices, est dérisoire en regard de la somme fiduciaire remuée ou possédée.

Aucun contrôle sérieux n'ayant jamais été prévu, pour la raison simple qu'il s'avère presque impossible, il s'ensuit une évaporation sérieuse de revenus réels, alors qu'une injustice existe déjà en ce sens que le potentiel de vie nécessaire lui est compté pour quantité négligeable et délibérément ignoré, tandis que le citoyen se voit ce même potentiel affublé de la mention : revenu.

Les professions libérales jouissent d'un privilège aussi extraordinaire et le principe de la somme forfaitaire imposable est rarement dépassé par les intéressés, permettant ainsi une fraude légale et un

détournement du circuit imposable au détriment du contribuable qu'un contrôle sévère étreint sans espoir d'en sortir.

Il n'est que de réfléchir et de se poser la question : Que peut payer un médecin en comparant le chiffre forfaitaire qui lui est imputé, sans vérification efficace et le chiffre réel d'affaire si l'on tient compte du tarif des visites et du nombre de visites journalières effectuées, sans tenir compte des consultations de cabinet.

Le rôle propre de l'impôt doit être d'éponger le surplus des revenus qui ne peuvent être directement limités ; c'est-à-dire de ceux qui ont quelque chose à vendre : agriculteurs, industriels, commerçants, membres des professions libérales (1).

Il coule de source que l'impôt peut rétablir un équilibre normal dans le pouvoir d'achat, à savoir : rendre un maximum de disponibilités à celui qui travaille, donc contrôle direct inéluctable à la source et limiter au maximum les possibilités de ceux qui disposent de la plus grosse masse du revenu national, sans pour cela participer légitimement et proportionnellement aux frais généraux du pays.

Ceci explique le déséquilibre patent qui existe entre le pouvoir d'achat des travailleurs et celui de beaucoup de privilégiés qui peuvent, d'un instant à l'autre, grâce à leurs disponibilités, raréfier certains produits ou denrées sans que les travailleurs puissent s'y opposer, ne disposant pas de l'arme nécessaire : l'argent.

H. MICHELET.

(1) D'après Pierre Uri — Réalités — novembre 1946.

— LIRE LA SUITE EN 2<sup>e</sup> PAGE —



## Rubrique féminine

### TRAVAIL A MI-TEMPS

Il y a soixante ans déjà apparaissait dans notre organisation économique une tendance terrible, génératrice de misère, puis de déséquilibre en elle-même : celle de ne pas vouloir tenir compte pour la travailleuse d'une vie de famille normale avec tout ce qu'elle contient et apporte en garanties morales, physiques et sociales pour elle-même et encore plus, pour les générations à venir.

Contrairement à ceux qui osent prétendre que la femme mariée qui reste chez elle « est une esclave ou une arriérée », nous opposons tout de suite, et cela sans nier pour elle le droit au travail, le principe qu'avant toute chose « LA FEMME EST OUVRIERE DE PROGRES HUMAIN ».

La grande majorité des femmes mariées qui travaillent le font parce que l'apport financier du mari n'est pas suffisant pour assurer l'existence du ménage.

Il y a soixante ans, le problème se posait déjà, une action avait été entreprise pour aboutir dans certaines professions, telles que : confection, cartonnerie, etc., à lancer le travail à domicile. Tentative qui fut contrecarrée par le patronat puisqu'il fallut arriver à nos jours, par une longue et difficile action, à révaloriser ce travail qui avait donné lieu à une odieuse exploitation.

Cette solution ne peut pas convenir à de nombreuses professions, d'autant plus qu'à notre époque nous allons vers une industrialisation de plus en plus progressive, faisant appel à une main-d'œuvre de plus en plus conséquente englobant même la force productive d'un plus grand nombre de femmes.

En déduction, il ressort donc nettement que pour un très grand nombre de femmes, au travail de l'usine ou du bureau s'ajoutera toujours celui de l'intérieur.

Une solution réapparaît toujours : celle du travail à mi-temps.

Solution qui peut être considérée comme un palliatif aux inconvénients du travail de la femme mariée ou mère de famille obligée d'apporter un appoint financier à celui insuffisant du mari.

Cette idée est loin d'être nouvelle. En septembre 1926, lors du Congrès International d'Orientation professionnelle tenu à Bordeaux, un rapport indiquait que le travail à mi-temps était appliqué avec succès aux Etats-Unis pour des travaux d'usines et professions diverses. A New-York, à Philadelphie existaient d'importants organismes pour le placement des travailleuses à mi-temps.

La Chambre des Métiers de la Gironde et du Sud-Ouest a eu l'honneur à cette époque de la première initiative en créant un bureau de placement mi-temps destiné à favoriser la création pour les femmes mariées d'emplois commerciaux et d'usines.

Les 22 et 23 septembre 1930, le Congrès des Commissions départementales du travail à Paris reprenait la question, les Syndicats féminins de la rue Volney exposant l'avantage du travail à mi-temps rencontrèrent des opinions contradictoires et de vives discussions s'ensuivirent.

En décembre 1939, le ministre de l'Armement, par une circulaire adressée aux chefs d'entreprises, invitait ceux-ci à lui faire savoir, dans quelques-uns de leurs services, ils ne pourraient pas appliquer le travail à mi-temps, ceci afin de ne pas rompre l'équilibre du foyer déjà ébranlé par la guerre et ainsi compromettre l'avenir de toute une génération.

Travailleuses de 1947, nous voulons reprendre la question, la soumettre aux délégués de personnel, aux comités d'entreprises et pour

cela nous voulons en voir de très près les points particuliers, à savoir :

Que le travail à mi-temps, qui intéresse particulièrement certaines de nos compagnes mariées ou mères de famille, ne peut être envisagé que dans les emplois n'entraînant pas de responsabilité spécifiquement personnelle et permanente.

En préconisant ce travail à mi-temps à notre époque nous risquons de choquer, puisqu'il est question avant tout de « Production ». Alors, là, nous ne craignons pas d'affirmer que dans bien des cas le rendement n'en serait que meilleur.

Il est facilement reconnu que pour un travail machinal parfois dur, les premières heures sont plus productives le matin que les dernières de la soirée, que d'autre part dans certaines entreprises employant du personnel à la chaîne, celui-ci se trouve souvent désorganisé par des absences motivées par les nécessités de la vie actuelle et incombant particulièrement aux femmes mariées ou mères de famille et cela dans une proportion allant jusqu'à un pourcentage de 30 0/0 par mois.

En Angleterre, l'expérience en a été faite pendant la guerre. Le travail à mi-temps de la femme, loin d'apporter une diminution de rendement, a permis d'obtenir une somme de travail supérieure. Dix millions d'Anglaises furent inscrites au Service National, mais comme beaucoup de femmes ne pouvaient être éloignées de leur foyer et ne pouvaient de ce fait remplir qu'un emploi partiel, le travail à mi-temps leur fut appliqué : il donna les meilleurs résultats.

Il est toutefois bien entendu que le droit et la liberté au travail restent intacts dans notre esprit, mais le droit au travail à mi-temps est valable pour toutes celles qui en recherchent les avantages.

La loi du travail doit être souple et encore plus pour la femme qui, dans le courant de la vie, se présente différemment avec des responsabilités particulières au moment, c'est pour cela que la Fédération de la Métallurgie C.F.T.C. a le souci de servir celles qui pourraient en être bénéficiaires, en abordant la question et en la précisant dans son projet de convention collective. Elle est convaincue qu'elle ne sort pas du domaine de son action syndicale professionnelle, mais au contraire de servir ainsi la profession et la nation.

Simone TROISGROS.

P. S. — Nous avons déjà l'avis de beaucoup de travailleuses de la région parisienne, nous demandons à nos compagnes de la province de ne pas manquer de nous envoyer rapidement les leurs.

## INDEPENDANCE POLITIQUE du syndicalisme

Ce problème déjà ancien, aussi ancien que le mouvement ouvrier lui-même demeure toujours brûlant, toujours délicat, et la solution qui lui a été donnée varie beaucoup selon les temps et les pays.

Pour l'heure, entre le syndicalisme partisan de l'U.R.S.S. et le syndicalisme américain, ayant pratiqué et peu pénétré par les influences doctrinales, le syndicalisme européen oscille entre les tendances contradictoires : en Angleterre, en Allemagne, en Italie, les syndicats n'ont presque toujours été que les « organisations économiques » des différents partis socialistes, et dans l'Italie sortie du fascisme, le syndicalisme n'est trop souvent qu'un tripartisme politique transposé sur le plan syndical (communiste, socialiste, démocrate chrétien).

En France, par contre, le mouvement ouvrier, fortifié par les doctrines les plus diverses, nourri par de multiples expériences politiques, s'est souvent cabré, dans le passé, contre les tentatives de domestication politique ; plus ou moins heureusement il a su, à divers moments de son histoire, affirmer le principe de son indépendance.

Certes, la naissance du mouvement est liée inévitablement au développement du parti républicain : d'un même élan, l'ouvrier a défendu ses droits dans la profession, comme militant des premières sociétés de résistance, et ses autres droits dans la société comme militant des organisations démocratiques.

### Que devient le pouvoir d'achat ?

Depuis toujours la vie montait... On vient de décréter la baisse, Cette baisse qu'on escomptait, Il ne fait pas quelle ait de cesse. Parmi tous les préchi, précha, Où en est le pouvoir d'achat ?

Notre timbre était à trois francs A quatre francs cinquante il passe, Or, entre nous, pour être franc, C'est un beau tour de passe-passe, Puisqu'un chat, on l'appelle un chat, Vlan ! sur notre pouvoir d'achat.

Les commerçants en font autant, Avant d'être cinq pourcentés, Tous leurs produits qui valaient tant, Ils les ont d'abord augmentés, Mais rien ne les en empêcha, Pan ! dans notre pouvoir d'achat.

Croire encore qu'on est heureux, C'est un point de vue illusoire, Il y a de plus malheureux, D'accord. C'est l'éternelle histoire, Des salaires qu'on arracha, Quel est donc le pouvoir d'achat ?

A. LARQUET, 15-1-47.

Les chrétiens de « L'Atelier » menaient de front la réforme industrielle et la réforme politique.

Un climat, celui de la démocratie, est nécessaire à l'épanouissement du syndicalisme, mais la lutte d'un parti, fût-il démocratique, ne saurait lui convenir.

La naissance de la C.G.T. est due en partie à la saine réaction des professionnels et des libéraux contre la mainmise des socialistes sur les chambres syndicales. Après avoir été entraînés dans les multiples querelles des écoles socialistes et fractionnés entre plusieurs fédérations, les syndicats éprouvèrent enfin le besoin de se regrouper.

Les éléments constituant la Confédération Générale du Travail devaient se tenir en dehors de toute école politique, affirmait le premier article des statuts, au Congrès de Lomges (1895).

Ce détachement des partis politiques parlementaires n'allait pas sans un attachement plus ou moins secret à un autre parti politique : l'anarchisme, si bien que la vieille C.G.T., avant syndicaliste révolutionnaire, ne put satisfaire tous les travailleurs de la naissance de la C.F.T.C. s'explique par là.

La Charte d'Amiens est, dans une bonne mesure, l'affirmation de ce syndicalisme révolutionnaire qui a en dépendant le mérite d'empêcher la C.G.T. de s'étendre dans un réformisme trop vite satisfait.

Le développement foudroyant du communisme après 1917 allait poser au mouvement ouvrier un problème tout aussi grave que la montée du socialisme, sous la forme guédiste de 1877. L'Internationale Communiste, à son second congrès, exigeait parmi les conditions d'adhésion : « l'organisation des éléments révolutionnaires communistes au sein de la C.G.T. afin de lutter contre les social-traites, chefs de cette Confédération ».

La majorité cégétiste, suivant les social-traites, s'opposa à « toutes les thèses qui prétendaient accommoder l'autonomie nécessaire et totale du syndicalisme aux visées d'un parti politique ou d'un gouvernement, quels qu'ils soient ».

Elle affirma encore « qu'il y a une contradiction irréductible entre l'indépendance du mouvement syndical et toutes les formes de liaison permanente à une action politique qui mettrait le mouvement, ses forces, ses possibilités, à la remorque d'un parti et qui entraînerait les travailleurs à des luttes non décidées par eux-mêmes pour un objet qu'ils n'auraient pas discuté, pour des fins qu'ils n'auraient pas déterminées » (Congrès de Lille, juin 1921).

La scission sortit de cette lutte autour de l'indépendance syndicale. A partir de 1934, les rapports du syndicalisme et des partis se posent sous un autre aspect, la forme démocratique de l'Etat commence à être mise en danger par l'activation des ligues, la classe ouvrière doit réagir.

Au cours de la période 1940-1944, il s'agit pour les deux Confédérations de lutter contre un gouvernement à la fois paternaliste, clérical et totalitaire, hostile à la liberté syndicale : le problème politique est clair, les syndicalistes ne pouvaient demeurer neutres, et les chrétiens pas moins que les autres.

La lutte clandestine amenait fatalement les syndicalistes à nouer des relations plus étroites avec les organismes politiques. La prépondérance communiste actuelle, au sein de la C.G.T., résulte en partie

du dynamisme des éléments communistes clandestins.

Pour le syndicalisme chrétien, l'arrivée au pouvoir d'un parti jeune s'inspirant des principes sociaux du christianisme, pouvait constituer une tentation dangereuse. Très vite, les militants ont réagi dans le sens traditionnel du mouvement ouvrier français.

Le XXII<sup>e</sup> Congrès de la C.F.T.C. a renouvelé :

« L'expression de l'indépendance absolue du mouvement syndical chrétien à l'endroit de toutes les formations et de tous les partis politiques ». Passée la tourmente, le moment est venu, une fois de plus, d'entrer en lutte contre le redoutable danger de « politisation » incontestable au sein de la C.G.T., plus insidieux ailleurs.

L'indépendance syndicale doit être d'autant mieux préservée que les partis ont aujourd'hui la prétention totalitaire d'assurer une mystique à leurs membres. L'heure de la promotion des partis se fait sonner, nous dit-on, en attendant ce beau triomphe du parti menaie sur le citoyen, réagissons par un syndicalisme critique et libre de toute confusion politique ou faussement mystique.

R. NOUAT

### NOUS NE CHANGEONS PAS D'AVIS !

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

Et tout ceci, en attendant qu'une remise en ordre progressive des salaires, compatible avec l'amélioration de la situation économique française, intègre cette prime en la répartissant sur l'ensemble des catégories professionnelles.

Nous ne sommes pas les seuls d'ailleurs, à partager ce point de vue. Dans *Monde Ouvrier* du 18 janvier, Gaston Meynard, secrétaire général du Mouvement Populaire des Familles (M.P.F.), déclare :

« Est-ce que le beefsteak, est-ce que les légumes sont vendus moins cher au manœuvre ? Non ! Eh bien ! nous devons songer que le manœuvre et sa famille ont les mêmes droits que les autres pour se procurer ce qui fait la base de leur existence. »

Les Cadres doivent comprendre cela. Au nom des familles ouvrières, nous leur lançons un appel pour qu'ils comprennent notre situation.

Nous assistons, en outre, depuis quelque temps, à une évolution raisonnable de certains dirigeants notaires des organisations de la C.G.T., dirigeants dits de la « minorité ». Il suffit de lire, par exemple *Force Ouvrière*, organe de cette minorité.

C'est tout d'abord L. Fregur, Secrétaire de la Fédération du Bâtiment et du Bois, C.G.T., qui déclare dans le numéro du 12 janvier :

« Le pouvoir d'achat des travailleurs les moins favorisés doit être accru. Mais le pourcentage ainsi accordé à la catégorie 1 ne doit pas se répartir sur toutes les échelles de salaires. Alors l'inflation pourra être évitée et les plus déshérités à peu près satisfaits. Ce résultat pourra être durable. »

On ne manquera pas de rétorquer que la hiérarchie professionnelle ne sera plus respectée. C'est exact. A circonstance exceptionnelle, mesure exceptionnelle !

C'est Robert Botheau et Georges Delamarre, secrétaires de la C. G. T., c'est O. Capocci, secrétaire général de la Fédération des Employés C.G.T., qui tiennent le même langage dans les numéros suivants.

C'est enfin, une motion dans ce sens, déposée par les « minoritaires » au Comité Confédéral National C.G.T., et battue par 246 voix contre 26 et 51 abstentions.

Allons ! Petit à petit, la C.F.T.C. fait école ! Vous verrez que la C.G.T. tout entière adoptera bientôt notre principe d'indemnité de vie chère. Et qu'elle respectera aussi la liberté syndicale, pas seulement en paroles, mais en actes...

Roger GILLOT

## Orientation professionnelle

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Le résultat est, au fond, dans les deux cas, le même : Réduire la peine de l'homme pendant qu'il travaille en l'affectant au poste qui lui convient le mieux, réduire la peine de l'homme en dehors de son travail par le plus grand nombre et la meilleure qualité des objets qui peuvent être produits pour sa subsistance, pour son plaisir et pour sa culture.

Pour orienter quelqu'un il faut premièrement connaître ses capacités physiques : force, endurance, précision, etc., c'est un problème médical ; ensuite il faut connaître son degré d'instruction, il faut connaître également son caractère, la manière dont il a tendance à réagir devant ses semblables et devant la matière du travail : soin, patience, persévérance, etc., ; il faut connaître la valeur et le genre de son intelligence ; il faut, enfin, connaître ses goûts, ses aspirations, les influences du milieu dans lequel il vit, et il faut mesurer tout cela ; c'est un problème de psychologie, de « psychotechnie ».

On voit que le soin ne saurait en être confié à n'importe qui, mais qu'il doit être réservé à des spécialistes.

Pour parvenir à cette connaissance du jeune à orienter (ou du travailleur à réorienter), on le soumet à des épreuves appelées « tests », souvent incompressibles au non initiés, disons même ridicules apparemment, mais étudiées et mises au point afin de produire et de mesurer le comportement des réactions. C'est toute une technique.

Il va de soi que l'orienteur aura d'autant moins de chances de se tromper que ses conclusions porteront sur des examens plus nombreux de celui qu'il oriente, c'est pourquoi nous croyons que le travail de l'orienteur sur les jeunes doit commencer dès l'âge scolaire. Nous pensons que les jeunes devraient être

dotés d'un livret d'orientation scolaire et professionnelle par lequel l'orienteur n'ayant même qu'un examen puisse communiquer ses conclusions et indications à celui qui lui succèdera et qu'ainsi il y ait continuité. Il faudrait que les jeunes soient soumis à des examens d'orientation au moins une fois aux âges suivants : 9 ans, 12 ans, et en fin de scolarité, vers 14 ans.

Nous proposons aussi qu'ayant alors été conseillés et ayant choisi un métier, ils fassent un stage spécial dans la pratique afin de vérifier la valeur du conseil qui leur a été donné et le bien-fondé de leur choix. Enfin, nous croyons souhaitable qu'après un an d'apprentissage effectif, le cas des jeunes n'ayant pas réussi soit à nouveau étudié par l'orienteur.

Ceci étant dit, une question maintenant se pose : celle de la liberté de l'intéressé après l'avis de l'orienteur. Nous répondons catégoriquement que cette liberté doit rester entière, l'orientation n'ayant pas pour but de supprimer le choix, mais de l'éclairer.

Précisons encore que l'orienteur a besoin, pour ses conseils, de savoir à l'avance quels sont les besoins en main-d'œuvre des professions et que lorsqu'un plan (genre « plan Monnet ») existe, ceux qui l'ont établi sont tout qualifiés pour les lui communiquer.

Pour conclure, à ceux qui nous objectent : « Votre programme, si on en généralise la réalisation, va entraîner à de grosses dépenses », nous répondons que l'entreprise dédommagera par la suite des dépenses engagées, que l'on gaspille peut-être bien assez d'argent ailleurs, et qu'en fin de compte il faudrait peut-être un jour se décider à savoir si, oui ou non, on veut sortir des routines, appliquer les méthodes modernes et mettre la société au service de l'homme.

A. BOUTONNET

### C.F.T.C. PAS REPRESENTATIVE ?

Microscopie NACHET (Paris-8)  
Comité d'entreprise : 3 sièges sur 6.  
BRION-LEROUX (Paris-10)  
Comité d'entreprise :  
3 titulaires « ouvriers-employés »  
1 titulaire « maîtrise ».  
SAUTER-HARLE (Paris-15)  
Comité d'entreprise : 1 délégué tit.  
FOUCHE (La Courneuve)  
Comité d'entrepr. : 1 délégué sup.  
ALLICATOR (Paris-13)  
Délégué du personnel : 1 titulaire.  
PATHE MARCONI (Châtenay)  
Comité d'entreprise :  
1 suppléant « ouvriers-employés »,  
1 suppléant « maîtrise ».  
Délégué du personnel :  
1 suppléant « maîtrise ».

### Tirage de la Tombola du Syndicat de la Métallurgie

Liste des numéros gagnants				
00.124	00.355	00.359	00.621	01.635
01.717	02.587	03.380	03.647	03.690
03.739	04.491	04.610	05.156	05.178
05.229	05.359	05.385	06.876	07.214
07.496	08.445	08.469	08.504	08.605
09.625	10.237	10.180	10.301	11.548
12.153	13.318	14.230	14.339	14.773
14.963	15.271	15.429	15.461	15.716
15.734	16.071	16.566	17.234	17.469
17.719	18.682	19.198	19.548	19.951

Tous les billets finissant par le numéro 5 gagnent 1 lot.

LES LOTS NON RECLAMES LE 23 FEVRIER 1947 RESTENT ACQUIS AU SYNDICAT.

### ABONNEMENT

6 mois  
ordinaire ..... 25 francs  
de soutien ..... 30 francs

Pour les syndicats de Province grouper si possible les abonnements.

11 bis, Rue Roquepine, Paris C.C.P. : 1.258-03



# A travers nos Organisations LA BATAILLE DU PLAN

## COMPTEURS DE MONTROUGE

Nous appréhensions avec satisfaction que notre section de la Compagnie des Compteurs de Montrouge, a trouvé une heureuse récompense de sa vitalité en obtenant tous les sièges de délégués du personnel du collège Cadres, Maîtrise et Techniciens au second tour de scrutin avec cent voix de plus que la C.G.T. :

Inscrits : 738 ;  
Votants : 556 ;  
Blancs et nuls : 29 ;  
Liste C.F.T.C. : 313 ELUE ;  
Liste C.G.T. : 213 ;  
Sont élus titulaires nos camarades Berthet, Renault, Noël et Cadot ;  
Suppléants : Chadenne, Benetoux, Gontiniaux, Eward.

Un autre encouragement nous a été fourni par les résultats des élections du collège Ouvriers, Employés :  
Inscrits : 3.614 ;  
Votants : 2.838 ;  
Blancs et nuls : 159 ;  
Liste C.G.T. : 2.240, ELUE ;  
Liste C.F.T.C. : 434.

### Sécurité sociale

Nos camarades, membres du Comité d'entreprise, ont été informés de la dissolution, à dater du 1er janvier, de la Caisse primaire d'assurances sociales « La Mutuelle des Compteurs ». Ceci en exécution du plan d'aménagement de la Sécurité sociale.

A l'unanimité, le Comité d'entreprise a sous sa responsabilité, agréé deux anciens employés de la Mutuelle qui assureront la liaison

entre l'usine et la Caisse centrale de la Sécurité sociale.

Nos camarades pourront donc, comme par le passé, prendre des feuilles de maladie, déposer leurs dossiers, percevoir leurs remboursements et obtenir tous renseignements utiles.

D'autre part, nous signalons que M. Lucas, qui assura si longtemps, à la satisfaction générale, la gestion de la « Mutuelle des Compteurs » a annoncé aux membres du Comité d'entreprise qu'il se tiendrait toujours à la disposition du personnel pour guider et conseiller ceux qui pourraient se trouver embarrassés avec tous les problèmes intéressant la Sécurité sociale.

### La Section syndicale des Compteurs

#### Succès de notre délégation

Parmi les revendications que nos délégués avaient mandat de présenter à la direction lors de l'entrevue de janvier figurait une demande de relèvement général des salaires pour la catégorie « dessinateurs ».

Notre demande a été finalement agréée et nous sommes heureux d'informar nos camarades que tous les dessinateurs sans exception bénéficieront d'un rajustement à dater du 1er janvier 1947.

### Laboratoire central de télécommunications

Aux dernières élections des délégués du personnel, dans le 2<sup>e</sup> collège des Techniciens, Agents de maîtrise, Ingénieurs et Cadres, élections

qui ont eu lieu le 26 novembre dernier, nos camarades ont emporté un succès sans précédent en obtenant la totalité des sièges : soit quatre titulaires et cinq suppléants.

Nous sommes heureux de constater que la majorité du personnel a reconnu la valeur syndicale de nos camarades et qu'elle leur fait confiance pour les représenter et défendre leurs intérêts.

### HOTCHKISS-PLEYEL Saint-Denis

Voilà comment, dans cette entreprise, on comprend la démocratie syndicale et la gestion ouvrière.

La cantine est gérée par un gérant et une Commission comprenant uniquement des cégétistes (la proportionnelle aurait été gênante).

Depuis deux mois la nourriture est de plus en plus mauvaise, des restes de deux jours sont servis le lendemain. Il y a trois mois un référendum fut fait pour savoir lequel des services plairait le mieux aux ouvriers : un service au plat ou à l'assiette. Le service à l'assiette l'emporta de beaucoup, c'est sans doute pour cela que ces messieurs se mirent en route pour le service au plat.

Aux protestations formulées, une réponse : « Si vous n'êtes pas contents, allez manger au restaurant !... » Que ferait-on à un patron qui répondrait ainsi ?

Des camarades ex-cégétistes avaient décidé de faire une pétition, les délégués la firent arrêter immédiatement parce que les syndiqués C.F.T.C. s'y étaient joints.

Comme de braves moutons de Panurge certains ouvriers acceptèrent ce point de vue.

Faut-il qu'une gestion ouvrière mal comprise et de dictature, puisse faire perdre de vue à certains ouvriers, qu'en fait de sectarisme vis-à-vis d'une organisation syndicale, il n'y a, au fait, ni C.F.T.C., ni cégétistes, mais simplement des travailleurs qui entendent manger correctement.

Que ceux qui le comprennent nous suivent.

### ORERO.

#### S. N. C. A. S. E.

#### LA GOURNEUVE

Sur intervention de la C.F.T.C. une vingtaine de camarades du Matériel livré ont obtenu le rappel demandé depuis trois mois sur le règlement de leurs vacances. Ce rappel était de l'ordre de 150 francs par mois de présence dans l'usine. A noter qu'il y a parmi les camarades 19 adhérents à la C.G.T.

### Etablissements ROCHE à la Plaine Saint-Denis

La section d'entreprise C. F. T. C. communique les résultats des élections du Comité d'entreprise :

Ouvriers. — C.G.T. : Titulaires, 172 voix ; suppléants, 112 voix. C.F.T.C. : Titulaires, 47 voix ; suppléants, 51 voix.

Maîtrise. — C.G.T. : Titulaires, 17 voix ; suppléants, 17 voix. C.F.T.C. : Titulaires, 6 voix ; suppléants, 5 voix.

Ce résultat prouve que des camarades sympathisants se sont joints aux syndiqués chrétiens, et explique ainsi le développement progressif de la section depuis quelque temps.

## Justice ET IMPOT

— SUITE DE LA PREMIERE PAGE —

L'urgence d'une refonte complète du système fiscal se pose donc pour une meilleure répartition des charges nationales.

Il est inconcevable que la classe laborieuse salariée dont la situation est encore aggravée pour une grande partie par les charges familiales, soit la seule à supporter la plus grosse partie de ce poids.

Non seulement le salarié est sévèrement touché, puisque rigoureusement contrôlé, mais il se trouve encore handicapé s'il est père de famille, puisqu'en aucune façon, les allocations familiales telles qu'elles existent ne peuvent compenser la charge supplémentaire que représente pour lui ses enfants, qui seront demain les bras dont la France a un pressant besoin.

Le problème se pose donc de revoir immédiatement cette question, vitale pour la famille, d'établir une compensation juste, qui permette à celui qui produit et qui n'a que le fruit de son travail pour vivre et faire vivre les siens de n'être pas un paria au regard d'une certaine partie de ses semblables.

Donc, les deux problèmes sont bien liés pour le travailleur : 1) réforme complète de la fiscalité qui doit tenir compte que son salaire n'est pas un revenu, mais au même titre que l'agriculteur, le nécessaire strict dont il a besoin pour subsister — d'où répartition équitable des charges au prorata de la richesse ;

2) Modification profonde du système des allocations familiales qui doivent rendre au travailleur la possibilité d'équilibrer, en regard de ses charges supplémentaires de famille, son pouvoir d'achat, donc de vie en comparaison de ceux qui disposent des principales richesses sans apporter leur quote-part à la contribution nationale.

H. MICHELET.

## LE COMITE D'ENTREPRISE devant le bilan

Nos camarades délégués dans les Comités d'entreprises auront bientôt à prendre connaissance du bilan de leurs entreprises, qui, dans la plupart des cas, arrêté au 31 décembre est terminé pour le 31 mars de l'année suivante, date limite de l'envoi de la déclaration pour l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Beaucoup d'entre eux auront à s'initier à cette science qui consiste à savoir lire et comprendre un bilan.

Nous prendrons pour cadre de cet exposé le bilan type imposé aux entreprises qui ont procédé à la réévaluation facultative de leurs immobilisations à la suite de l'ordonnance du 15 août 1945 instituant l'impôt de solidarité nationale.

Ce bilan, publié au Journal Officiel du 6 février 1946, se présente, comme tous les bilans d'ailleurs, sous la forme d'un double tableau qui comprend, d'un côté, à gauche, les créances et valeurs appartenant à l'entreprise, c'est l'actif, et de l'autre, à droite, les dettes de la dite entreprise, c'est le passif.

Nous vous indiquerons les comptes essentiels que nous trouverons dans tous les bilans, parfois avec un classement différent dans les entreprises qui n'ont pas réévalué leurs immobilisations.

Nous trouverons notamment les postes ci-après :

### A L'ACTIF :

1<sup>o</sup> Les Immobilisations : ce sont, en principe, les valeurs indispensables aux besoins de l'exploitation et qui ne font pas l'objet des échanges commerciaux.

Ces Immobilisations peuvent se subdiviser : d'une part les Immobilisations dites corporelles : les terrains, les bâtiments, le matériel, l'outillage et, d'autre part, les immobilisations incorporelles : dépenses indispensables à la marche de l'entreprise, mais qui ne sont pas représentées par des valeurs tangibles. Figureront sous cette rubrique les dépenses d'acquisition d'un brevet, d'une concession, les frais de constitution et d'augmentation du capital, etc...

Les Immobilisations peuvent être classées de manière différente ; en effet, le bilan type différencie les immobilisations d'exploitation qui, d'après les termes du décret précité sont : « les biens de toute nature acquis ou créés par l'entreprise, non pour être vendus ou transformés, mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail », des Immobilisations hors exploitation entrées dans l'actif « à titre d'emploi de capitaux et dont l'objet n'est pas de servir à l'exploitation proprement dite ».

La définition de la notion d'immobilisation nous amène tout naturellement à celle plus complexe d'amortissement, de réserve et de provision.

Nous venons de voir que les Immobilisations sont des instruments de travail. Ceux-ci ne disparaissent pas par le premier usage, mais s'usent et doivent être remplacés à plus ou moins longue échéance.

Il faudra donc, par le jeu de l'amortissement, constater la dépréciation de ces valeurs, afin de reconstituer les disponibilités permettant de pourvoir au remplacement des immobilisations desquelles seront hors d'usage, et en ce qui concerne la plupart des im-

mobilisations incorporelles, répartir sur les exercices suivants la dépense faite dans un précédent exercice.

Par contre, une réserve est prélevée sur les bénéfices, alors que la provision a pour objet de faire face soit à une perte éventuelle, soit au paiement de créances non encore exigibles, par exemple : la provision pour le paiement d'impôts.

2<sup>o</sup> Les valeurs d'exploitation dans lesquelles se trouvent les marchandises évaluées au prix de revient ou d'achat, ou au cours du jour si celui-ci est inférieur au dit prix de revient.

3<sup>o</sup> Les valeurs réalisables et disponibles représentent la trésorerie de l'entreprise, dont l'aisance s'apprécie par comparaison avec les dettes figurant au passif, classées par ordre d'exigibilité.

4<sup>o</sup> La présence d'un compte de résultats ou de pertes et profits à l'actif indique que l'entreprise a subi des pertes.

### AU PASSIF :

1<sup>o</sup> Le capital et les réserves.

— Le capital est la « valeur d'origine des éléments mis à la disposition de l'entreprise d'une manière permanente par le propriétaire ou par les associés ».

— Les comptes de réserve que nous avons vu ci-dessus, en spécifiant toutefois que la réserve de réévaluation est la conséquence d'une évaluation nouvelle de l'actif, par suite de la dépréciation monétaire.

2<sup>o</sup> Les dettes de l'entreprise à long terme et à court terme.

3<sup>o</sup> Les amortissements que nous avons vu précédemment et les fonds de renouvellement qui ont pour objet de compléter les amortissements insuffisants et de permettre la reconstitution des stocks en raison de la diminution du pouvoir d'achat du franc.

4<sup>o</sup> Les comptes de pertes et profits du passif donnent le montant des bénéfices réalisés dans l'entreprise et non encore distribués ou affectés aux réserves.

Le bilan est insuffisant par lui-même pour juger de la situation d'une entreprise, il doit être complété par le compte de pertes et profits annuel, établi également sous forme d'un tableau donnant du côté gauche le détail des dépenses d'exploitation de l'exercice : matières premières, main-d'œuvre, frais généraux, amortissements, provisions diverses, et, du côté droit, les recettes de l'exercice dont la principale est représentée par les ventes. Ce côté du tableau est complété par la valeur du stock en fin d'exercice, le même chiffre devant se retrouver à l'actif du bilan sous la rubrique valeurs d'exploitation, mais cette dernière indication ne figure pas, en général, dans les entreprises tenant un inventaire permanent du stock.

Nous réalisons tout ce que cet exposé a d'incomplet dans une matière aussi complexe et difficile, mais notre but a été simplement de fournir à nos camarades, non initiés, quelques notions simples permettant de mieux saisir les explications qui leur seront fournies par l'expert-comptable qui, choisi par le Comité d'Entreprise, est consacré à l'examen des comptes.

A. HUNTZINGER, Expert-comptable.

Le Comité National de la C.F.T.C. a adopté, sur le Plan Monnet une résolution proposée par diverses organisations dont la Fédération de la Métallurgie : on en trouvera le texte d'autre part.

Dans le débat qui a précédé le vote, notre camarade Naillo, président de l'Union Départementale du Rhône, a souligné que, pour le mouvement ouvrier, l'acceptation du Plan signifiait un nouveau COMBAT.

Accepter le Plan c'est, pour la classe ouvrière, consentir à un nouvel effort : cela apparaît immédiatement, avec l'allongement à quarante-huit heures de la semaine l'ORMALE (mais non LEGALE) de travail. Dès cette première mesure, on constate combien est nécessaire la vigilance des organisations ouvrières : l'exécution du Plan ne s'accomplira pas par des gestes symboliques ; l'augmentation de la durée du travail, comme nos militants l'ont rappelé, ne doit pas signifier plus d'heures de présence à l'atelier, mais davantage de production ou, si telle production ne doit pas être augmentée, le dégalement d'un supplément de main-d'œuvre qui trouvera ailleurs un emploi plus utile. Comme le commissariat du Plan l'a abondamment montré, c'est le manque de main-d'œuvre qui oblige à allonger la semaine de travail ; cet allongement n'est qu'une des mesures, une mesure d'urgence, composant par leur ensemble une politique de main-d'œuvre.

Cette politique ne saurait simplement viser à augmenter la production en augmentant le nombre d'heures de travail ou de personnes au travail : « sans augmentation de la productivité de cette main-d'œuvre, le résultat serait très insuffisant, puisqu'il n'y aurait pas d'abaissement sensible des prix de revient, donc pas d'augmentation notable du pouvoir d'achat des travailleurs. Le premier rapport de la Commission de la Main-d'œuvre, qui formule cette idée avec force, continue en ces termes : « C'est sur l'augmentation du rendement de la main-d'œuvre que doit porter l'effort maximum, c'est cette augmentation de la productivité qui constituera le critère de la modernisation de différents secteurs ».

L'augmentation des heures de travail n'est qu'une mesure d'urgence, essentiellement provisoire, ne valant que comme instrument d'une modernisation qui se mesure à l'augmentation de la productivité (c'est-à-dire, fondamentalement, de la production par heure de travail). Cette idée de productivité est au centre du Plan. Nous n'acceptons ce Plan qu'en revendiquant notre part de responsabilité dans la mise au point qui s'imposera continuellement de ses prévisions et directives, et dans le contrôle de son exécution. Cette responsabilité, c'est d'abord une responsabilité dans l'accroissement de la productivité. Seul un syndicalisme vraiment moderne peut participer effectivement à la modernisation de l'économie : ce syndicalisme modernisé sera fondamentalement attentif, intéressé à la productivité du travail.

Bien compris, cette attention, cet intérêt ne restreindront pas l'horizon du mouvement ouvrier, ni ne diminueront sa combativité. Voici, en effet, d'après le Premier rapport de la Commission de la Main-d'œuvre, une vue d'ensemble des facteurs de la productivité :

1) Eléments d'économie générale (organisation administrative et économique, disposition des ressources naturelles, ampleur du marché) ;

2) Eléments techniques : a) à l'échelon du secteur (groupement et spécialisation des entreprises, normalisation des fabrications, coopération technique et commerciale) ; b) à l'échelon de l'entreprise (machines et outillage, emploi de l'énergie mécanique, adaptation et économie des matières premières, conditions d'exploitation, recherches techniques) ;

3) Eléments humains (conditions biologiques, conditions sociales du travail, adaptation professionnelle, organisation du travail).

Nous sommes loin de l'étroite perspective d'un atelier où l'on « force » la production. La productivité du travail est fonction d'un ensemble que le mouvement ouvrier doit embrasser du regard : ce qui suppose un effort intellectuel plus qu'un supplément d'effort physique, précisément que ce supplément soit vraiment utile et provisoire ; l'exécution du Plan demande un effort d'intelligence, d'analyse et d'invention. Cette capacité d'imagination qui a fait défaut, il y a dix ou vingt ans, aux dirigeants capitalistes de notre économie libérale, il faut qu'elle se manifeste dans l'économie consciente et consentie d'aujourd'hui et de demain, où la classe ouvrière doit avoir de plus en plus sa part de direction.

Syndicalistes nous demandons que le maximum soit fait pour approxi-

Paul VIGNAUX,  
Secrétaire général adjoint  
du Syndicat Général  
de l'Education Nationale.

## LE COMITE NATIONAL ET LE PLAN

Résolution sur le plan adopté le 19 janvier par le Comité National de la C.F.T.C.

(Cette résolution a été proposée par la Fédération de la Métallurgie, la Fédération des Services Conçédés, le Syndicat Général de l'Education Nationale, et l'Union Départementale du Rhône).

Le Comité National de la C.F.T.C., réuni les 18 et 19 janvier 1947,

Reconnaissant que l'intérêt même des travailleurs exige la modernisation de l'Economie française et que cette modernisation ne peut s'accomplir que suivant un Plan,

Prenant acte du fait que le Plan prévoit, au fur et à mesure de sa réalisation, une élévation progressive des conditions d'existence des salariés,

Déclare que : Les organisations syndicales chrétiennes revendiquent leur part de responsabilités dans la mise au point du Plan et le contrôle de son exécution.

Pour consentir l'effort supplémentaire qui leur est demandé, les travailleurs doivent avoir le sentiment que, sans délai,

— l'activité de toutes les couches de la population sera orientée vers les tâches productives ;

— les revenus des catégories les plus fortunées ne pourront se dérober aux investissements indispensables ;

— le maximum sera fait pour approvisionner la masse laborieuse en produits alimentaires et d'utilité sociale ;

— l'aide apportée par toute la Nation aux entreprises privées n'aboutira point à accroître leur puissance au détriment de celle des travailleurs.

Convaincu qu'une « économie concertée » doit être une « économie consciente », le Comité National demande au Gouvernement de faire connaître aux travailleurs et à l'ensemble du Pays les objectifs du Plan et, à chaque étape, les résultats obtenus.



## DOCUMENTATION

## SÉCURITÉ SOCIALE

## Election des membres des Conseils d'Administration des Organisations

## CHAPITRE PREMIER

Les principes essentiels, les dispositions générales de l'ordonnance du 4 octobre 1945, l'organisation administrative, leur ont été développées dans une série d'articles réunis en une présentation spéciale qui met en lumière les droits et les devoirs des assurés sociaux.

Nous voulons aujourd'hui appuyer d'une façon toute particulière sur l'importance « extraordinaire » que revêt la loi du 30 octobre 1945 sur les élections des futurs administrateurs des organismes de Sécurité sociale.

## Reprenons les textes :

« La loi N° 462275 du 30 octobre 1945 dispose que les Conseils d'administration des Caisse primaires de Sécurité sociale comprennent :

« Pour les trois quarts des représentants élus des travailleurs relevant de la Caisse.

« Pour le quart des représentants élus des employeurs.

« De même, les Caisse d'allocation familiales non agricoles sont administrées par un Conseil d'administration dont les membres sont élus par les allocataires relevant de la Caisse. Le Conseil comprend :

« Pour la moitié, des représentants des travailleurs salariés.

« Pour un quart, des représentants des travailleurs indépendants.

« Pour un quart, des représentants des employeurs.

« Les administrateurs sont élus dans chaque catégorie au scrutin de liste à un tour avec représentation proportionnelle.

« La date des élections est fixée au 24 avril 1947. Elles se feront sur tout le territoire national ce même jour ».

« Le règlement d'administration publique du 28 décembre 1946 pour l'application de la loi du 30 octobre 1945 confie aux maires un certain nombre d'attributions. Citons-les :

« Recensement des électeurs ;

« Etablissement des listes électorales ;

« Organisation des opérations électorales.

I. - Sont électeurs dans les Caisse primaires de Sécurité sociale :

a) Dans la catégorie des travailleurs, tous les assurés sociaux de l'un ou l'autre sexe de nationalité française ou protégée française, âgés de dix-huit ans au moins, relevant de la Caisse primaire de Sécurité sociale.

« Sont donc électeurs, notamment les fonctionnaires civils et magistrats de l'ordre judiciaire en activité ou en retraite (décret du 31 décembre 1946) ; les salariés des exploitations de production, de transport, de distribution d'énergie électrique et de gaz.

« Par contre, ne sont pas électeurs les assurés relevant d'un régime spécial de Sécurité sociale comportant dispense d'affiliation pour les intéressés à une Caisse primaire de Sécurité sociale (mineurs, S.N.C.F., inscrits maritimes).

« Sont également électeurs tous les assurés sociaux de l'un et l'autre sexe, de nationalité étrangère, résident depuis deux ans au moins en France, âgés de dix-huit ans au moins, production carte identité.

b) Dans la catégorie des employeurs, toutes les personnes de l'un ou l'autre sexe, de nationalité française ou protégée française ou les personnes de nationalité étrangère qui résident depuis deux ans au moins en France, qui sont tenues de payer des cotisations au titre des Assurances sociales à la Caisse primaire de Sécurité sociale pour les assurés obligatoires qu'elles emploient.

« Lorsque l'employeur est une personne morale, l'électeur est un mandataire désigné à cet effet.

« Chaque employeur dispose d'un nombre de voix déterminé d'après le nombre d'assurés obligatoires qu'il emploie dans le ressort de la Caisse, soit :

« Une voix s'il n'occupe pas plus de 100 assurés ;

« Une voix en plus pour chaque centaine ou fraction de centaine supplémentaire.

« Aucun employeur ne peut avoir plus de vingt voix.

« Les conditions, énumérées aux paragraphes a) et b) doivent être remplies à la date du 15 janvier 1947.

« Ne sont pas électeurs dans l'une et l'autre catégorie les personnes qui ont été condamnées à l'une des peines entraînant, selon la loi française, la déchéance des droits politiques.

2. - Caisse d'allocation familiales

Loi du 30 octobre 1946, article 15 :

« Sont électeurs dans chaque catégorie d'administrateurs les allocataires de l'un ou l'autre sexe, de nationalité française ou étrangère, qui ont droit aux prestations familiales au titre du mois précédant la date d'ouverture de la procédure relative à l'établissement des listes électorales, sous réserve qu'ils n'aient pas été condamnés à l'une des peines entraînant, selon la loi française, la déchéance des droits politiques. Les allocataires ayant qualité de représentant d'une personne morale ne peuvent voter que dans la catégorie des employeurs.

« Le mois à prendre en considération pour l'application de cet article est le mois de janvier 1947.

« Les fonctionnaires ne percevant pas les allocations familiales par l'intermédiaire des Caisse d'allocation familiales ne sont pas électeurs aux Conseils d'administration de ces Caisse.

3. - Liste des électeurs salariés

« Les listes électorales sont établies en principe par la Commission administrative. A cet effet, l'employeur doit remettre ou adresser à la mairie de la commune où se trouve son exploitation, dans les quinze jours qui suivent la publication de l'arrêté préfectoral convoquant les électeurs, les fiches individuelles et le relevé nominatif établis par ses soins.

« La fiche individuelle comporte deux volets dont l'un est destiné à servir de carte d'électeur. La Commission administrative porte sur cette partie de la fiche le numéro d'inscription sur la liste et le lieu du vote. Elle retourne ensuite les cartes à l'employeur et conserve l'autre volet.

« Aux termes du règlement d'administration publique, une mention spéciale doit être portée au regard du nom des personnes qui bénéficient des prestations familiales et sont, de ce fait, électeurs pour la Caisse d'allocation familiale. A cet effet et d'après les indications de la fiche individuelle, on inscrit la lettre F dans la dernière colonne de l'imprimé. »

« La fiche individuelle comporte deux volets dont l'un est destiné à servir de carte d'électeur. La Commission administrative porte sur cette partie de la fiche le numéro d'inscription sur la liste et le lieu du vote. Elle retourne ensuite les cartes à l'employeur et conserve l'autre volet.

« Aux termes du règlement d'administration publique, une mention spéciale doit être portée au regard du nom des personnes qui bénéficient des prestations familiales et sont, de ce fait, électeurs pour la Caisse d'allocation familiale. A cet effet et d'après les indications de la fiche individuelle, on inscrit la lettre F dans la dernière colonne de l'imprimé. »

« La loi N° 462275 du 30 octobre 1945 dispose que les Conseils d'administration des Caisse primaires de Sécurité sociale comprennent :

« Pour les trois quarts des représentants élus des travailleurs relevant de la Caisse.

« Pour le quart des représentants élus des employeurs.

« De même, les Caisse d'allocation familiales non agricoles sont administrées par un Conseil d'administration dont les membres sont élus par les allocataires relevant de la Caisse. Le Conseil comprend :

« Pour la moitié, des représentants des travailleurs salariés.

« Pour un quart, des représentants des travailleurs indépendants.

« Pour un quart, des représentants des employeurs.

« Les administrateurs sont élus dans chaque catégorie au scrutin de liste à un tour avec représentation proportionnelle.

« La date des élections est fixée au 24 avril 1947. Elles se feront sur tout le territoire national ce même jour ».

« Le règlement d'administration publique du 28 décembre 1946 pour l'application de la loi du 30 octobre 1945 confie aux maires un certain nombre d'attributions. Citons-les :

« Recensement des électeurs ;

« Etablissement des listes électorales ;

« Organisation des opérations électorales.

I. - Sont électeurs dans les Caisse primaires de Sécurité sociale :

a) Dans la catégorie des travailleurs, tous les assurés sociaux de l'un ou l'autre sexe de nationalité française ou protégée française, âgés de dix-huit ans au moins, relevant de la Caisse primaire de Sécurité sociale.

« Sont donc électeurs, notamment les fonctionnaires civils et magistrats de l'ordre judiciaire en activité ou en retraite (décret du 31 décembre 1946) ; les salariés des exploitations de production, de transport, de distribution d'énergie électrique et de gaz.

« Par contre, ne sont pas électeurs les assurés relevant d'un régime spécial de Sécurité sociale comportant dispense d'affiliation pour les intéressés à une Caisse primaire de Sécurité sociale (mineurs, S.N.C.F., inscrits maritimes).

« Sont également électeurs tous les assurés sociaux de l'un et l'autre sexe, de nationalité étrangère, résident depuis deux ans au moins en France, âgés de dix-huit ans au moins, production carte identité.

b) Dans la catégorie des employeurs, toutes les personnes de l'un ou l'autre sexe, de nationalité française ou protégée française ou les personnes de nationalité étrangère qui résident depuis deux ans au moins en France, qui sont tenues de payer des cotisations au titre des Assurances sociales à la Caisse primaire de Sécurité sociale pour les assurés obligatoires qu'elles emploient.

« Lorsque l'employeur est une personne morale, l'électeur est un mandataire désigné à cet effet.

« Chaque employeur dispose d'un nombre de voix déterminé d'après le nombre d'assurés obligatoires qu'il emploie dans le ressort de la Caisse, soit :

« Une voix s'il n'occupe pas plus de 100 assurés ;

« Une voix en plus pour chaque centaine ou fraction de centaine supplémentaire.

« Aucun employeur ne peut avoir plus de vingt voix.

« Les conditions, énumérées aux paragraphes a) et b) doivent être remplies à la date du 15 janvier 1947.

« Ne sont pas électeurs dans l'une et l'autre catégorie les personnes qui ont été condamnées à l'une des peines entraînant, selon la loi française, la déchéance des droits politiques.

2. - Caisse d'allocation familiales

Loi du 30 octobre 1946, article 15 :

« Sont électeurs dans chaque catégorie d'administrateurs les allocataires de l'un ou l'autre sexe, de nationalité française ou étrangère, qui ont droit aux prestations familiales au titre du mois précédant la date d'ouverture de la procédure relative à l'établissement des listes électorales, sous réserve qu'ils n'aient pas été condamnés à l'une des peines entraînant, selon la loi française, la déchéance des droits politiques. Les allocataires ayant qualité de représentant d'une personne morale ne peuvent voter que dans la catégorie des employeurs.

« Le mois à prendre en considération pour l'application de cet article est le mois de janvier 1947.

« Les fonctionnaires ne percevant pas les allocations familiales par l'intermédiaire des Caisse d'allocation familiales ne sont pas électeurs aux Conseils d'administration de ces Caisse.

3. - Liste des électeurs salariés

« Les listes électorales sont établies en principe par la Commission administrative. A cet effet, l'employeur doit remettre ou adresser à la mairie de la commune où se trouve son exploitation, dans les quinze jours qui suivent la publication de l'arrêté préfectoral convoquant les électeurs, les fiches individuelles et le relevé nominatif établis par ses soins.

« La fiche individuelle comporte deux volets dont l'un est destiné à servir de carte d'électeur. La Commission administrative porte sur cette partie de la fiche le numéro d'inscription sur la liste et le lieu du vote. Elle retourne ensuite les cartes à l'employeur et conserve l'autre volet.

« Aux termes du règlement d'administration publique, une mention spéciale doit être portée au regard du nom des personnes qui bénéficient des prestations familiales et sont, de ce fait, électeurs pour la Caisse d'allocation familiale. A cet effet et d'après les indications de la fiche individuelle, on inscrit la lettre F dans la dernière colonne de l'imprimé. »

« La loi N° 462275 du 30 octobre 1945 dispose que les Conseils d'administration des Caisse primaires de Sécurité sociale comprennent :

« Pour les trois quarts des représentants élus des travailleurs relevant de la Caisse.

« Pour le quart des représentants élus des employeurs.

« De même, les Caisse d'allocation familiales non agricoles sont administrées par un Conseil d'administration dont les membres sont élus par les allocataires relevant de la Caisse. Le Conseil comprend :

« Pour les trois quarts des représentants élus des travailleurs relevant de la Caisse.

« Pour le quart des représentants élus des employeurs.

« De même, les Caisse d'allocation familiales non agricoles sont administrées par un Conseil d'administration dont les membres sont élus par les allocataires relevant de la Caisse. Le Conseil comprend :

« Pour la moitié, des représentants des travailleurs salariés.

« Pour un quart, des représentants des travailleurs indépendants.

« Pour un quart, des représentants des employeurs.

« Les administrateurs sont élus dans chaque catégorie au scrutin de liste à un tour avec représentation proportionnelle.

« La date des élections est fixée au 24 avril 1947. Elles se feront sur tout le territoire national ce même jour ».

« Le règlement d'administration publique du 28 décembre 1946 pour l'application de la loi du 30 octobre 1945 confie aux maires un certain nombre d'attributions. Citons-les :

« Recensement des électeurs ;

« Etablissement des listes électorales ;

« Organisation des opérations électorales.

I. - Sont électeurs dans les Caisse primaires de Sécurité sociale :

a) Dans la catégorie des travailleurs, tous les assurés sociaux de l'un ou l'autre sexe de nationalité française ou protégée française, âgés de dix-huit ans au moins, relevant de la Caisse primaire de Sécurité sociale.

« Sont donc électeurs, notamment les fonctionnaires civils et magistrats de l'ordre judiciaire en activité ou en retraite (décret du 31 décembre 1946) ; les salariés des exploitations de production, de transport, de distribution d'énergie électrique et de gaz.

« Par contre, ne sont pas électeurs les assurés relevant d'un régime spécial de Sécurité sociale comportant dispense d'affiliation pour les intéressés à une Caisse primaire de Sécurité sociale (mineurs, S.N.C.F., inscrits maritimes).

« Sont également électeurs tous les assurés sociaux de l'un et l'autre sexe, de nationalité étrangère, résident depuis deux ans au moins en France, âgés de dix-huit ans au moins, production carte identité.

b) Dans la catégorie des employeurs, toutes les personnes de l'un ou l'autre sexe, de nationalité française ou protégée française ou les personnes de nationalité étrangère qui résident depuis deux ans au moins en France, qui sont tenues de payer des cotisations au titre des Assurances sociales à la Caisse primaire de Sécurité sociale pour les assurés obligatoires qu'elles emploient.

« Lorsque l'employeur est une personne morale, l'électeur est un mandataire désigné à cet effet.

« Chaque employeur dispose d'un nombre de voix déterminé d'après le nombre d'assurés obligatoires qu'il emploie dans le ressort de la Caisse, soit :

« Une voix s'il n'occupe pas plus de 100 assurés ;

« Une voix en plus pour chaque centaine ou fraction de centaine supplémentaire.

« Aucun employeur ne peut avoir plus de vingt voix.

« Les conditions, énumérées aux paragraphes a) et b) doivent être remplies à la date du 15 janvier 1947.

« Ne sont pas électeurs dans l'une et l'autre catégorie les personnes qui ont été condamnées à l'une des peines entraînant, selon la loi française, la déchéance des droits politiques.

2. - Caisse d'allocation familiales

Loi du 30 octobre 1946, article 15 :

« Sont électeurs dans chaque catégorie d'administrateurs les allocataires de l'un ou l'autre sexe, de nationalité française ou étrangère, qui ont droit aux prestations familiales au titre du mois précédant la date d'ouverture de la procédure relative à l'établissement des listes électorales, sous réserve qu'ils n'aient pas été condamnés à l'une des peines entraînant, selon la loi française, la déchéance des droits politiques. Les allocataires ayant qualité de représentant d'une personne morale ne peuvent voter que dans la catégorie des employeurs.

« Le mois à prendre en considération pour l'application de cet article est le mois de janvier 1947.

« Les fonctionnaires ne percevant pas les allocations familiales par l'intermédiaire des Caisse d'allocation familiales ne sont pas électeurs aux Conseils d'administration de ces Caisse.

3. - Liste des électeurs salariés

« Les listes électorales sont établies en principe par la Commission administrative. A cet effet, l'employeur doit remettre ou adresser à la mairie de la commune où se trouve son exploitation, dans les quinze jours qui suivent la publication de l'arrêté préfectoral convoquant les électeurs, les fiches individuelles et le relevé nominatif établis par ses soins.

« La fiche individuelle comporte deux volets dont l'un est destiné à servir de carte d'électeur. La Commission administrative porte sur cette partie de la fiche le numéro d'inscription sur la liste et le lieu du vote. Elle retourne ensuite les cartes à l'employeur et conserve l'autre volet.

« Aux termes du règlement d'administration publique, une mention spéciale doit être portée au regard du nom des personnes qui bénéficient des prestations familiales et sont, de ce fait, électeurs pour la Caisse d'allocation familiale. A cet effet et d'après les indications de la fiche individuelle, on inscrit la lettre F dans la dernière colonne de l'imprimé. »

« La loi N° 462275 du 30 octobre 1945 dispose que les Conseils d'administration des Caisse primaires de Sécurité sociale comprennent :

« Pour les trois quarts des représentants élus des travailleurs relevant de la Caisse.

« Pour le quart des représentants élus des employeurs.

« De même, les Caisse d'allocation familiales non agricoles sont administrées par un Conseil d'administration dont les membres sont élus par les allocataires relevant de la Caisse. Le Conseil comprend :

« Pour la moitié, des représentants des travailleurs salariés.

« Pour un quart, des représentants des travailleurs indépendants.

« Pour un quart, des représentants des employeurs.

« Les administrateurs sont élus dans chaque catégorie au scrutin de liste à un tour avec représentation proportionnelle.

« La date des élections est fixée au 24 avril 1947. Elles se feront sur tout le territoire national ce même jour ».

« Le règlement d'administration publique du 28 décembre 1946 pour l'application de la loi du 30 octobre 1945 confie aux maires un certain nombre d'attributions. Citons-les :

## Mise en place des Commissions d'Assainissement des Prix

A maintes reprises, nous avons souligné, dans cette tribune, ce que la classe ouvrière attendait depuis la Libération, nous l'avons dit et répété, pour produire, et c'est le problème qui se pose, si nous voulons que le plan Monnet réussisse dans notre pays démocratique, il faut que la classe ouvrière soit alimentée d'une façon raisonnable, sans parler d'abondance.

Heureusement nos paroles n'ont pas été vaines. Nous avons pu lire avec satisfaction sur le « J. O. » du 10 janvier 1947, le décret du 9 janvier 1947 relatif à l'assainissement du marché.

Il nous paraît indispensable de donner l'essentiel du texte :

Art 1er. — Des Commissions d'assainissement du marché pourront être constituées dans toutes les communes, et les seront obligatoirement dans un délai de quinze jours dans tous les centres urbains de plus de 10.000 habitants, en vue de faire concourir les consommateurs à la surveillance et à l'assainissement des prix.

Art 2. — Les Commissions d'assainissement du marché sont constituées par arrêté préfectoral, à l'initiative soit des maires, soit des associations des consommateurs, soit des syndicats professionnels.

Art 3. — Le nombre des Commissions d'assainissement à créer dans chaque commune est laissé à l'appréciation des municipalités. A Paris, leur nombre minimum est fixé à une par quartier.

Les Commissions d'assainissement sont présidées par le maire et sont composées de huit à vingt membres comprenant un nombre égal de conseillers municipaux, désignés par le Conseil municipal, des représentants des consommateurs désignés par le maire, des chefs d'entreprises ou des

producteurs indépendants désignés par le préfet et des représentants des organisations syndicales de salariés désignés par le préfet ; le chef du service départemental du contrôle et des enquêtes économiques ou son représentant peut assister aux séances de la Commission et doit y être convoqué.

Art 4. — En ce qui concerne les prix, le rôle des Commissions d'assainissement est double :

En matière de produits et de services dont les prix sont officiellement taxés, elles concourent, en liaison avec les administrations compétentes, à l'application de la législation relative à ces prix.

En matière de produits et de services dont les prix sont libres, il appartient aux Commissions d'assainissement de contribuer à la normalisation des prix libres, à tous les stades. A cet effet, elles ont notamment pour mission de constater et enregistrer les prix à la production, d'apprécier les marges normales et d'en déduire les prix normaux de gros et de détail.

Art 5. — Les Commissions d'assainissement ont en outre pour mission de signaler aux autorités compétentes les détournements illicites et les rétentions de stocks.

Art 6. — Certains membres des Commissions d'assainissement pourront être commissionnés par le préfet pour établir des constats relatifs aux résultats de leurs investigations effectuées dans le cadre des articles 4 et 5 ci-dessus.

Dans le cas où un membre commissionné se voit refuser l'accès d'un local professionnel ou commercial, il fait appel à l'un des agents énumérés à l'article 6 de l'ordonnance numéro 45-1484 du 30 juin 1945.

## MAGASINS-TÉMOINS

Art 7. — Des magasins-témoins peuvent être agréés ou institués dans toute localité, quelle qu'en soit l'importance.

Art 8. — La création des magasins-témoins a pour objet :

« D'une part d'assurer une publicité particulière des prix taxés et de faciliter le contrôle permanent de l'application de ces prix par les consommateurs et les services compétents ;

« D'autre part, de contribuer, dans le secteur des prix libres, à la normalisation et à l'abaissement de ces prix.

Art 10. — Il sera délivré à chaque magasin-témoin un placard officiel qui sera apposé sur l'établissement pour être lisible de la rue.

Nous n'ajouterons qu'un mot à ce décret qui nous semble être le bien venu, c'est d'inviter tous nos camarades qui font partie des Comités d'entreprise, de veiller à ce que des stocks outre mesure ne se produisent pas, afin qu'il y ait une circulation normale du produit au consommateur.

Que chacun prenne ses responsabilités en participant, dans la plus large mesure possible, à ces Commissions d'assainissement des prix et, de ce fait, augmente le pouvoir d'achat des masses laborieuses.

L. BILGER.

## Rente en cas d'accident du travail

Loi du 16 octobre (J.O. du 17-10)

I. — Amélioration de la base du salaire utilisée pour le calcul des rentes

Le salaire annuel n'entre intégralement en compte pour le calcul de la rente que s'il ne dépasse pas 75.000 francs. S'il est supérieur à ce chiffre, la partie comprise entre 75.000 et 125.000 francs est comptée pour un tiers et la partie excédant 125.000 francs pour un huitième.

Le taux du salaire de base est ainsi majoré et la valeur du salaire réductible prise en considération est améliorée.

La loi s'applique aux accidents postérieurs au 1<sup>er</sup> septembre 1946.

II. — Majoration des anciennes rentes

Le salaire annuel servant de base à la liquidation des majorations de rentes et allocations est porté à 60.000 francs. Le droit est ouvert aux victimes d'accidents, lorsque le taux d'incapacité est au moins égal à 10 0/0, alors que, jusqu'ici les majorations n'étaient accordées qu'aux accidents dont le taux d'incapacité était supérieur à 20 0/0. Ainsi le rajustement du 13 juillet 1945 ne s'applique qu'au taux dépassant 50 0/0.

Les demandes de majoration doivent être adressées à la Caisse des Dépôts et Consignations avant un délai de deux ans ayant pour origine, soit le 1<sup>er</sup> septembre 1946, soit la date de la décision qui a fixé ou relevé le montant de la rente dans le cas où cette décision est postérieure au 1<sup>er</sup> septembre.

## CHEZ LES MENSUELS

## Indemnité de congédiement

Nous rappelons que cette indemnité n'est due aux mensuels que dans le cas de rupture de contrat provoquée par l'employeur. En cas de démission volontaire, le mensuel ne peut prétendre au paiement de ladite indemnité.

Pour pouvoir bénéficier éventuellement de cette indemnité, il faut, conformément à la convention collective, avoir cinq années de présence dans l'établissement. Elle se calcule à raison de 1/5 de mois par année de présence, avec 1/10 de mois supplémentaire, à partir de quinze années de présence.

Exemple : un employé est licencié après six années de présence, il a donc droit à une indemnité égale à 6/5 de mois ou 1 mois 1/5.

Un autre technicien est congédié après vingt années de présence, il a droit à une indemnité égale à : 20/5 de mois plus 5/10 de mois, c'est-à-dire à 4 mois 1/2.

A noter que l'indemnité de congédiement n'a aucune incidence sur les préavis et sur les congés payés qui restent dus en cas de congédiement.

Congés de maladie

Après un an de présence, tout collaborateur malade a droit à condi-

tion qu'il ait fait parvenir à son employeur un certificat médical justifiant de son congé de maladie) à 1 mois 1/2 payé plein tarif et à 1 mois 1/2 à 1/2 tarif.

Après cinq années de présence dans l'établissement, le collaborateur doit bénéficier d'un demi-mois plein tarif supplémentaire et d'un demi-mois 1/2 tarif supplémentaire par période de cinq années de présence.

EXEMPLES

Un mensuel a un an 1/2 de présence, il a droit en cas de maladie à 1 mois 1/2 plein tarif et à 1 mois 1/2 à 1/2 tarif.

Un autre mensuel a 11 ans de présence, il a droit, en cas de maladie :